



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 13 mars 2026

Nos réf. : SHM/AV/MT n° 26-77

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OP MOBILITY

Z.I. Les Franchises - 52200 LANGRES

Code AIOT : 0005702394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04 mars 2026 dans l'établissement OP MOBILITY implanté Z.I. Les Franchises 52200 LANGRES. L'inspection a été annoncée le 18 février 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Soumis à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, l'exploitant a réalisé ses trois campagnes de mesures PFAS dans son rejet eaux de process et eaux pluviales. Ces campagnes ont eu lieu les 30 octobre, 18 novembre et 8 décembre 2023.

Les résultats montraient pour les trois campagnes la présence d'AOF et de 5 substances PFAS pour le rejet aqueux.

Suite à la visite d'inspection du 17 janvier 2024, l'inspection des installations classées a demandé, par arrêté préfectoral complémentaire n° 52-2024-04-00105 du 23 avril 2024, de mettre en œuvre un plan d'actions visant à investiguer et identifier la source et l'origine de la présence de ces substances dans le rejet aqueux.

Une visite d'inspection réalisée le 8 octobre 2024 a permis de faire un premier retour d'expérience sur les démarches engagées et résultats obtenus.

Certains points restaient à compléter, aussi une nouvelle inspection a été réalisée le 4 mars 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OP MOBILITY
- Z.I. Les Franchises 52200 LANGRES
- Code AIOT : 0005702394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement OP MOBILITY est spécialisé dans la production de pare-chocs automobiles. Au sein du site de LANGRES, qui occupe une surface d'environ 11 000 m², environ 4 000 pare-chocs sont produits par jour, pour approvisionner les sites du groupe PSA à SOCHAUX et MULHOUSE.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Réduction des rejets aqueux de PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'actions PFAS	Autre du 20/11/2024, article Point 1 rapport VI 2024	Sans objet
2	Surveillance rejet	AP Complémentaire du 06/02/2024, article 1 point 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté lors de cette visite que l'exploitant a engagé de nombreuses actions.

Au regard des résultats issus de la surveillance, il est proposé de maintenir une surveillance du rejet de l'établissement à une fréquence de deux fois par an et de réaliser également le même jour une analyse sur l'eau de process en entrée de site.

Concernant les diverses investigations menées par l'exploitant et des résultats obtenus, il n'est pas jugé nécessaire, à ce stade, de poursuivre des démarches au-delà de ces investigations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'actions PFAS

Référence réglementaire : Autre du 20/11/2024, article Point 1 rapport VI 2024
Thème(s) : Risques chroniques, poursuite plan d'actions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cadre de la poursuite du plan d'actions demandé, et compte tenu des résultats aléatoires obtenus suite aux diverses investigations menées, il était demandé l'action suivante:</p> <p>Au regard des résultats aléatoires obtenus, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de vérifier si les peintures identifiées avec des substances PFAS ont été utilisées les jours où les campagnes initiales ont eu lieu. De vérifier s'il existe une corrélation entre les substances présentes dans le rejet lors des campagnes initiales et la substance présente dans les peintures ciblées.</p> <p>L'inspection demande également à l'exploitant de poursuivre ses recherches sur le paramètre AOF qui est présent sur quasi l'ensemble des points de mesures et qui n'a pas été regardé à l'image des PFAS, notamment dans les FDS des produits utilisés sur site.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection a permis de balayer à nouveau les différentes investigations entreprises par l'exploitant depuis la notification de l' APC.</p> <p>Il en ressort les éléments présentés ci-après.</p> <p>Concernant les peintures utilisées contenant des substance PFAS, l'exploitant a confirmé le jour de la visite qu'elles ne sont plus utilisées depuis fin 2024.</p> <p>Concernant une possible corrélation entre les substances détectées dans le rejet et celles présentes dans les peintures identifiées, l'exploitant précise le jour de la visite qu'une corrélation n'est pas possible car toutes les couleurs sont utilisées tous les jours. La production est établie selon les demandes.</p> <p>Pour mémoire, l'exploitant a procédé à l'analyse des FDS de tous ses produits, questionné ses fournisseurs, notamment ceux d'huiles hydrauliques, produits de nettoyage. Aucun PFAS n'est identifié.</p> <p>Il rappelle également que la société OP Mobility dispose d'une procédure stricte pour l'acceptation de toute nouvelle matière première.</p> <p>Concernant le volet AOF, l'exploitant a pris l'attache de leur central OP (groupe de travail expert PFAS). Il a été mis en évidence que les AOF sont également présents dans d'autres sites du groupe sans que des substances PFAS soient détectées.</p> <p>Ce groupe de travail a permis d'identifier qu'il existe d'autres substances PFAS pouvant être détectées dans les analyses et qui représenteraient environ une centaine de substances supplémentaires par rapport aux 28 initialement recherchées. Par conséquent, l'exploitant va procéder d'ici mai 2026, au « screanage » de l'ensemble de ses produits utilisés sur site afin d'identifier si l'une de ces substance pourrait y être présente.</p> <p>Les conclusions de cette analyse seront transmises à l'inspection des installations classées</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/02/2024, article 1 point 4

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance émission PFAS rejet

Prescription contrôlée :

La société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR, dont le siège social est situé 19 Boulevard Carteret à LYON (69007) transmet à l'inspection des installations classées **dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté** un plan d'action pour son site de LANGRES visant à :

- mettre en place une surveillance temporaire des émissions de PFAS, basée sur les modalités de la campagne déjà mise en œuvre dans l'attente, le cas échéant, de la résorption éventuelle de ces émissions.

Constats :

L'exploitant réalise un suivi PFAS semestriel sur son rejet aqueux. Les résultats obtenus sont les suivants :

	Avril 2024		Mai 2024		Décembre 2024		Juin 2025		Février 2026	
	EP	Eaux process	EP	Eaux process	EP Non fait	Eaux process	EP Non fait	Eaux process	EP Non fait	Eaux process
AOF	-	20 µg/l 0,04 g/j	-	27 µg/l 0,081 g/j	****	9,5 µg/l 0,0285 g/j	****	10 µg/l 0,03 g/j	****	25 µg/l 0,075 g/j
PFOS	0,38 µg/l	0,15 µg/l 0,0003 g/j	-	-	****	-	****	-	****	-
PFPeA	-	-	-	-	****	0,12 µg/l 0,0004 g/j	****	-	****	-
PFHpA	-	-	-	-	****	0,19 µg/l 0,0006	****	-	****	-
Total 20 PFAS	-	-	-	-	****	0,31 µg/l	****	-	****	-
6/2 FTOH	-	-	-	-	****	0,62 µg/l 0,0019 g/j	****	1,9 µg/l 0,0057 g/j	****	0,4 µg/l 0,0012
Total						0,93 µg/l 0,0028 g/j		1,9 µg/l 0,0057 g/j		0,4 µg/l 0,0012 g/j

Pour mémoire, l'exploitant a réalisé une analyse sur son eau de process entrée de site en 2024 où il n'y a pas eu de détection de PFAS.

L'eau utilisée sur le site représente environ 5 000 m³/an et est issue du réseau d'eau potable. Son utilisation est principalement dédiée à l'appoint d'eau de la « bassine » peinture.

L'exploitant précise qu'il n'y a pas eu de changement de process depuis les campagnes initiales.

La surveillance des émissions PFAS dans le rejet de l'établissement est réalisée deux fois par an.

Hormis une détection régulière d'AOF et de la substance 6:2 FTOH à une concentration faible, les résultats obtenus ne montrent pas d'émission notable de PFAS.

Au regard de ces résultats, il est proposé de maintenir une surveillance du rejet de l'établissement à une fréquence de deux fois par an et de réaliser également le même jour une analyse sur l'eau de process en entrée de site.

Concernant les diverses investigations menées par l'exploitant et des résultats obtenus, il n'est pas jugé nécessaire, à ce stade, de poursuivre au-delà ces investigations.

Type de suites proposées : Sans suite